



L'autre façon de partager l'information

25/08/2010

Ford se mobilise pour sauver des emplois dans son ex usine de Blanquefort



Ce mardi 24 août, Ford Europe a présenté aux partenaires sociaux de son ancienne usine de Blanquefort en Gironde trois projets industriels, susceptibles de maintenir 220 emplois. En 2009, le groupe américain avait cédé le site à HZ Holding France. Pour les syndicats, ce n'est pas assez. L'usine compte aujourd'hui 1 600 salariés...

L'échéance approche et inquiète de plus en plus les employés de First, ex Ford, à Blanquefort. En effet, en décembre 2011, l'usine doit cesser de produire des boîtes de vitesses pour Ford, car les modèles fabriqués ici seront obsolètes. En outre, le projet Atlas, qui vise à fabriquer des pièces pour l'éolien, a du plomb dans l'aile. Alors, pour tenter de rassurer ces anciens salariés, Ford a présenté trois projets aujourd'hui. Leur idée est de rassembler l'activité de trois sites européens qui reconditionnent pour Ford des moteurs et des pièces de transmission à Blanquefort, mais aussi d'y

mettre en place des activités d'usinage de pièces de chaîne cinématique et de conversion de véhicules au GPL. "Le GPL est un marché qui se développe en France et sur lequel Ford n'est pas présent pour la France", avance Stéphane Cesareo, directeur de la communication de Ford France. La CGT reconnaît que ce sont "trois projets solides", mais "à quoi cela rime t-il d'avoir Ford comme unique interlocuteur et à côté un propriétaire HZ qui ne sert qu'à encaisser les dividendes ? C'est inacceptable !", s'insurge le syndicat dans un communiqué.

"Ford doit reprendre son usine pour un euro symbolique"

Ford s'est engagé à faire à nouveau le point sur ces projets avec les partenaires sociaux dans 45 jours. Par ailleurs, un comité de pilotage se tiendra également à Bordeaux lundi prochain, en présence du maire, Alain Juppé (UMP), de Vincent Feltesse, président PS de la Communauté urbaine de Bordeaux et maire de Blanquefort, et d'Alain Rousset, président PS de la région Aquitaine. Pour "maintenir la pression", la CGT appelle à manifester le même jour devant la préfecture et envisage également une action au Salon de l'Automobile à Paris le 2 octobre. Car, ces projets ne maintiendraient que 220 emplois, bien loin des 1 600 emplois actuels. Seule solution, "Ford doit reprendre son usine pour un euro symbolique et apporter réellement de l'activité pour les 1600 salariés", suggère la CGT. "Nous rappelons que l'enjeu est de taille. L'activité de l'usine représente environ près de 10 000 emplois induits dans la région", conclut le syndicat.

Nicolas César